

New Europe College Regional Program

2003-2004

2004-2005



STILYAN DEYANOV
GERGANA GEORGIEVA

SVETLANA DIMITROVA
MUSTAFA FIŞNE
DIMITAR GRIGOROV
HAJRUDIN HROMADŽIĆ
MIGLENA IVANOVA
ANGEL NIKOLOV
ORLİN SABEV (ORHAN SALİH)
MALAMIR SPASOV
ALEXANDER VEZENKOV

Editor: Irina Vainovski-Mihai

Copyright – New Europe College

ISSN 1584-0298

New Europe College

Str. Plantelor 21

023971 Bucharest

Romania

www.nec.ro; e-mail: nec@nec.ro

tel. (+40-21) 327.00.35; fax (+40-21) 327.07.74



SVETLANA DIMITROVA

Née en 1972, Sliven, Bulgarie

Doctorante en sociologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris

Thèse : *Les intellectuels dans l'espace public en Bulgarie « postcommuniste »*

Membre du Centre d'Etude des Mouvements Sociaux, EHESS, Paris

DEA en sociologie, EHESS, Paris, 2001

Etudiante de l'Ecole Doctorale en Sciences Sociales. Europe Centrale et Orientale, Bucarest, 1999-2000

Bourse du Gouvernement Français, 2003 ; 2004

Bourse de recherche de l'Union Européenne *Marie Curie*, IRESKO, CNRS, 2002

Bourse de l'Agence Universitaire Francophone, 2001 ; 2000

Participations à des colloques et journées d'étude en France, Tchéquie, Turquie, Bulgarie, Roumanie, Belgique

Articles et communications en sociologie des sociétés « post-communistes » parus en France et en Bulgarie

A LA RECHERCHE DE L'INTELLECTUEL APRÈS SA MORT PRÉCONISÉE NOTES SUR LES *THINK-TANKS* ET LES PRISES DE POSITION EN BULGARIE « POST-COMMUNISTE »

Serait-il justifié de suivre l'opinion selon laquelle l'intellectuel est mort et que, dans les sociétés « désenchantées » de l'Europe de l'Est des années 90, il n'existe pas non plus ? Ou bien, serait-il plus légitime de renoncer à la recherche de la figure « idéal-typique » du pro-Dreyfusard engagé, en essayant d'élaborer une grille de compréhension de ses nouvelles manifestations ?

Dans cet article, nous nous proposons d'esquisser, tout d'abord, un répertoire des cadres théoriques les plus importants, à travers lesquels les intellectuels de différents contextes ont été étudiés en tant que groupe social, et de présenter, par la suite, un *choix* de concepts et de méthodes qui permettraient une approche adaptée au terrain. Ainsi, nous allons poser quelques questions sur le problème de la « transposabilité » des théories sociologiques dans des contextes « exogènes ».

Le travail commence par une synthèse théorique basée sur nos recherches de terrain sur la diversification du rôle des intellectuels dans la société « post-communiste » en Bulgarie¹ et continue avec une interprétation de la prise de parole dans les médias des représentants des *think-tanks* en tant que nouveaux « professionnels sur le social ». En partant de prémisses théoriques de caractère hétérogène, notre recherche sur cette nouvelle forme de *l'intellectuel* analyse la corrélation entre engagement et espace public en mutation.

Loin de répertorier des assises théoriques afin de proposer une étude exhaustive du « champ » des intellectuels en Bulgarie contemporaine, le texte tente aussi une réflexion pour un bilan des approches possibles des processus spécifiques dans les pays « post-communistes ». Une telle démarche « de sélection » d'outils de paradigmes différents a été adoptée

par János Kornai, Iván Szelényi, George Konrád et David Stark dans leurs recherches sur les transformations économiques ou sur la stratification sociale après le collapsus du communisme. Ce souci épistémologique situe le travail au-delà d'une sociologie de la connaissance dans laquelle sinon il s'inscrit.

Où chercher *l'intellectuel*?

Si nous étudions par exemple la théorie sociologique de Pierre Bourdieu, paradigme dominant dans la sociologie française d'aujourd'hui, nous pourrions retenir des concepts comme le *capital* avec ses différentes formes et l'*habitus* qui se montrent opérationnels dans les analyses de notre objet. Le concept-clé de *champ*, définissant sa méthode d'approche, par contre, s'avère difficilement applicable sur les terrains « post-communistes »². Le *champ* autonome, hiérarchisé et structuré par les tensions internes entre les agents déterminés par leurs dispositions et positions est un modèle structuraliste qui ne « se reproduit » pas dans une société en mutation profonde. Ainsi, par exemple, Szelényi se sert des trois formes du *capital social* pour étudier la stratification sociale « post-communiste » comme « un système historiquement unique de stratification où le capital culturel est dominant »³.

Christophe Charle⁴, en empruntant la méthode bourdieusienne, analyse l'émergence progressive au XIX^e siècle d'une notion englobante comme celle d'*intellectuels* pour désigner des individus consacrés à des activités considérées auparavant comme hétérogènes (enseignants, hommes de lettres etc.). Son étude vise essentiellement quelques grands Etats de l'Europe de l'Ouest. Il considère que le phénomène ne se développe pas sous cette forme en Europe Centrale et Orientale, conception qui, selon nous, ne nie pas l'existence de l'objet, mais confirme, plutôt, l'inapplicabilité du *champ* – cadre dans lequel il pense les intellectuels. Toute sociologie comparée des intellectuels de divers pays européens doit donc être reliée à une morphologie comparée permettant de situer les échantillons analysés, et doit être impérativement prolongée par une analyse des représentations symboliques et politiques qui donnent sens aux spécificités sociales.

Le terme *intellectuel* se prête à une utilisation en tant que concept sociologique désignant une couche sociale avec toutes ses classifications et particularités. Dans ce cas, l'analyse purement sociologique porterait

sur la morphologie de l'intelligentsia du moment étudié, en la positionnant dans l'ensemble de la structure sociale. L'idée assez philosophique de Mannheim⁵, peut nous servir pour amorcer une approche. En se référant à Weber, Mannheim, considère l'intelligentsia comme une couche relativement sans classe, flottant librement. Dans chaque société, existent des groupes sociaux d'élite dont le rôle consiste à « procurer » à cette société des interprétations du monde. Ici se pose un problème : cette couche d'intellectuels peut-elle « transcender » sa position socialement déterminée en créant une connaissance qui aura une validité pour les autres couches aussi ? Et comment arrivent-elle à « promouvoir » cette connaissance comme étant universelle ?

Tout en restant un groupe flottant, politiquement indépendant, elle investit sa position de groupe exprimant des convictions morales toujours marquées par un engagement politique. Selon la conception de l'histoire culturelle française, les intellectuels seront la conscience vive et impartiale. Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, partis à la recherche d'une synthèse des définitions, considèrent que « le terme *intellectuel* sous sa forme substantivée peut être situé exactement dans l'espace – la culture française – et dans le temps – l'affaire Dreyfus »⁶. Universitaire, artiste ou de profession libérale, l'intellectuel sera quelqu'un dont le *statut* lui permet et l'oblige à prendre publiquement position par rapport à une idée ; donc, il sera, dans tous les cas, *engagé*. Un tel usage consacré explique-t-il seulement les origines du terme sans permettre une application dans d'autres contextes culturels ? Le regroupement *d'intellectuels*, qui n'est pas un groupe social, contribue et cristallise les idées et, par conséquent, participe aux idéologies. Le concept acquiert par ses origines un sens persistant : l'intellectuel ne se définit pas par son statut, ni par sa fonction, mais par sa participation aux débats⁷. Pourtant la prise de position ne représente pas une « abnégation » d'ordre moral. Comme le souligne Raymond Aron⁸, « toutes les doctrines, tous les partis – traditionalisme, libéralisme, démocratie, nationalisme, fascisme, communisme – ont eu et continuent d'avoir leurs chantres ou leurs penseurs ». Lui-même, en continuant les accusations de son prédécesseur Julien Benda⁹, condamne les intellectuels séduits par le marxisme qui ont ainsi sacrifié leur « statut » de penseurs libres.

L'apparition du terme « intellectuel » sur la scène publique date de l'affaire Dreyfus en 1898. Après le « J'accuse » de Zola, Clemenceau emploie le substantif pour désigner les pétitionnaires favorables à une révision du procès Dreyfus. Ce terme est repris négativement par Maurice

Barrès dans le *Journal*. C'est à cette reprise qui prolonge la polémique en lui donnant une réplique « de pair » dans le sens contraire qu'on attribue le passage de la notion dans l'usage, puisque les incriminés s'emparent du terme et en font leur étendard dreyfusard. La droite nationaliste emploie plus tard ce vocable. Cependant, dans le pays de la naissance du terme-phénomène, l'expression d'intellectuel de droite connaît un succès faible ; « de gauche » est devenu une composante inhérente de la notion « intellectuel ».

Comment penser le terme dans la société « post-communiste » ? Wolf Lepenies, met l'accent sur la mélancolie et l'utopie comme deux pôles dans lesquels « résident la grandeur et la misère des intellectuels européens ». Seulement les scientifiques arrivent à échapper à cette alternative. « On pourrait presque caractériser la science comme un domaine d'activité intellectuelle située par-delà la mélancolie et en-deça de l'utopie »¹⁰. Cette utopie nécessaire en quelque sorte de l'être de l'intellectuel ne disparaît pas avec le collapsus du communisme, elle revêt la forme d'un libéralisme utopique de la société civile universelle. C'est justement sur le libéralisme que nous allons revenir plus loin dans notre étude.

La préoccupation des intellectuels revient dans les écrits d'Andrei Pleșu. L'intellectuel est toujours lié à un engagement moral non lucratif ; son travail ne connaît jamais de motivation externe, ni de finalité non palpable¹¹. Cette particularité a fait toujours possible, l'existence de l'intellectuel.

D'après Konrád et Szelényi¹², le terme d'*intelligentsia*, employé au départ en Russie, désignera pendant le communisme un groupe en train de se transformer en classe sociale. L'idéologie de « la société sans classes » distinguait trois couches nettement différenciées : travailleurs, paysans et intelligentsia, définie comme « superstructure » de la société. L'éclatement de cette couche dans la période d'après 1989 va être accompagné d'une émancipation de différentes figures qui se veulent pragmatiques, en conformité avec une société libérale, spécialisées dans des domaines. Plus tard, Szelényi¹³ avance son hypothèse de la perte de l'imagination critique des intellectuels de l'Europe de l'Est : avec les transformations, l'intelligentsia humaniste serait cooptée avec succès et la culture du discours critique serait sacrifiée en échange du pouvoir. Cette considération très intéressante qui vise la participation des

intellectuels dans les fondations saurait-elle résumer les intellectuels de la période des années 90 ?

S'agit-il d'une « cooptation » et d'« une perte de l'imagination critique » ? Ne projette-t-on avec une telle considération une figure d'intellectuel toujours engagé à gauche ? D'autant plus que, comme Christophe Charle l'observe, une caractéristique des intellectuels sera la délimitation d'une partie¹⁴. Ainsi, par exemple, une opinion interne, partagée par les acteurs appartenant d'une manière ou d'une autre à cette catégorie d'« intellectuels », serait la tendance du refus le plus souvent d'être assimilés à un groupe social. Ils se pensent par différence avec les autres élites, allant parfois jusqu'à prétendre être la seule véritable élite ou, plus souvent encore, pratiquant des distinctions internes : vrais « intellectuels » contre faux « intellectuels », demi-intellectuels contre grands intellectuels, écrivains contre universitaires, vieux contre jeunes, avant-gardistes contre académiques, journalistes contre poètes, gauche contre droite, etc.... Nous allons revenir sur l'opinion des intellectuels qui se veulent critiques envers les « intellectuels libéraux » en Bulgarie.

A cette étape de notre analyse, sans prétendre élaborer une formule optimale, nous allons isoler quelques traits afin de disposer d'une définition de travail. Même si l'idée de *l'intellectuel engagé* est considérée située exactement dans l'espace - la culture française - et dans le temps - l'affaire Dreyfus », nous ne lui refusons pas une application dans d'autres contextes culturels. *L'intellectuel* sera donc défini par sa *participation*, son *intervention sur le terrain du politique*, compris au sens de *débat sur la « cité »*.

Notre objectif ici sera d'analyser cette curieuse manifestation d'intervention dans l'espace public d'un intellectuel libéral, en comparaison avec un intellectuel « à la française ». Dans le contexte « post-communiste », l'évaluation selon une appartenance à un « esprit critique de gauche » se montre difficile. Si curieux que cela puisse paraître, nous allons observer des traits dans les argumentations des opinions exprimées qui apparentent ces intellectuels sinon libéraux avec un engagement « à gauche ». Et les critiques à l'égard des « clercs néolibéraux médiatisés » de se dévoiler comme une stratégie de différenciation, une consécration de la part des « vrais » non médiatisés. Souvent ces intervenants actifs sont représentants des ainsi nommés « think-tanks »

Nous allons nous intéresser, par conséquent, à ce que ce terme et ce type d'organisation signifie. Plutôt que de contester leur droit à l'appellation *d'intellectuels*, nous allons analyser leurs prises de parole dans les médias aux moments de quelques crises sociales et politiques.

Comment un expert, lié à une vision politique, sociale et économique libérale par son appartenance institutionnelle et, dépourvu donc de toute possibilité d'être interprété comme *intellectuel* « idéal-typique » de gauche, dans le contexte spécifique « post-communiste », pourrait se présenter en tant qu'*intellectuel engagé* ? Comment cette « contradiction » est-elle possible ? Cette manifestation inédite ne s'explique-t-elle pas par la relation permanente tendue entre l'intellectuel et le politique, par cette opposition dialectique, développée par Weber, entre *l'éthique de responsabilité* et *l'éthique de conviction* ? L'intellectuel qui se trouve confronté à deux logiques d'une manière permanente, dans des moments de crise, se verra-t-il consacré à la recherche d'efficacité ?

La prise de parole de l'intellectuel « libéral »

Comme Jezy Szacki l'a bien analysé dans son livre *Liberalism after communism*¹⁵ la signification et la fonction du libéralisme, comme celle d'une toute autre idée, change considérablement avec sa transposition dans un autre environnement social. Ce sera une banalité pour l'historien des idées ou le sociologue de la connaissance de souligner que l'idée *per se* s'avère toujours transformée afin de donner des réponses, mais à d'autres questions que celles qu'originellement elle était censée résoudre ou remédier. Ainsi, le libéralisme dans le contexte « post-communiste » va être vécu comme un contre-poids démocratique du communisme totalitaire.

Dès lors, penser la prise de position de gauche, critique vis-à-vis du néolibéralisme, a peu de chances de trouver refuge dans la région au début des années 90. Le libéralisme se montre une simple option de transformation après le collapsus de la dictature communiste.

Dans cette optique, « intellectuel libéral » ne paraît pas un oxymore. Et ses manifestations ne nous forcent pas à renoncer au concept. Dépasser le barrage épistémologique que l'opposition conceptuelle entre *intellectuel* et *engagé à droite* crée, signifie ouvrir des perspectives plus déconstructivistes pour aborder les formes inédites.

Peu après 1990, on observe en Bulgarie un désenchantement de la société des principes libéraux et, par conséquent, des changements démocratiques. L'appauvrissement brutal, la « transition »¹⁶ qui risque de continuer à l'infini, pendant que les groupements de l'économie grise redistribuent les biens étatiques, suscite une vision négative envers toute organisation libérale, donc, démocratique. Le parti communiste, rebaptisé socialiste gagne les deuxième élections libres avec majorité absolue¹⁷; les analystes préviennent que les nostalgies dangereuses se profilent de plus en plus fortement, que les mouvements populistes risquent de se faire influents (les analogies avec les moments similaires en Hongrie, 1994, et en Pologne, 1993, s'imposent). D'autre part, les instances politiques et économiques internationales apparaissent, déjà, comme des acteurs réels dans la vie politique et économique du pays. Communiquer avec le *Fond Monétaire International* et la *Banque Mondiale* à un niveau institutionnel, signifiait également l'expliquer aux citoyens. Au début de 1997, la Bulgarie vit un moment de crise économique et d'inflation sans précédent. Dans cette période, les arguments de la démocratie et de la société de marché perdent leur dernière chance de paraître coïncidant avec les justifications de l'enthousiasme anticommuniste. Seulement des argumentations rationnelles et explicites concernant la démocratie, la société civile, l'économie de marché peuvent convaincre. Le paradigme discursif semble changer : l'introduction d'un discours d'expert dans l'espace public devient visible parce que nécessaire. Des articles d'experts dans les domaines des sciences sociales (sociologues, politologues, économistes) se sont taillés une place importante sur les pages des journaux. Qui sont ces experts qui se montrent très soucieux d'un travail d'explication et de présentations sous forme simple dans les médias de leurs recherches ? Si on répertorie les auteurs des articles dans les rubriques d'analyses et d'opinion, on constate la présence récurrente d'analystes appartenant à des centres de recherche d'un nouveau type. Certains les considèrent *think-tanks*. Nous allons consacrer quelques pages d'analyse sur ces structures plus loin. Prenons, maintenant, les interventions en question dans la presse.

Ivan Karaïte considère que « Les think-tanks ont été des agents majeurs dans la révolution rhétorique qui a eu lieu en Europe de l'Est. », que les *think-tanks* ont trouvé le bon argument pour convaincre le public sur la chute inévitable de l'ancien régime et sur la réforme incontournable¹⁸. Nous allons partager cette opinion au sujet du changement radical discursif dans le pays autour de 1997¹⁹ ; par contre, en ce qui concerne les

think-tanks, nous allons souligner que seulement certains représentants et certaines organisations de ce type misent essentiellement sur ce procédé d'intervention médiatique les apparentant à la figure de l'intellectuel engagé.

Nous avons analysé deux moments de crise : les mois entre janvier et avril 1997 et le débat autour de Kosovo en mars 1999.

Dans une parenthèse, nous allons juste justifier notre choix de périodiques. Les quotidiens *Troud* et *24 heures* bénéficient des plus grands tirages. D'après les données du bureau d'études *Alfa Research* qui concernent l'année en question, ils sont lus par 47,8 % des lecteurs de quotidiens. L'hebdomadaire *Coultoura* s'inscrit dans l'espace des médias en tant que tribune des intellectuels. *Capital*, hebdomadaire essentiellement économique, consacre de nombreuses pages à des commentaires. La prise en considération de ces deux hebdomadaires dans notre étude est justifiée non par leur tirage, mais par leurs places de forums devant les intellectuels et les experts.

Les pages des quotidiens *Troud* et *24 heures*, des hebdomadaires *Capital* et *Coultoura* entre janvier et avril 1997 nous donnent une bonne base d'analyse. Les publications d'Ivan Krastev, directeur du *Centre de Stratégies Libérales*, d'Evguénii Daynov, directeur du *Centre de Pratiques Sociales*, de Krassen Stantchev, directeur de l'*Institut d'Economie de Marché*, d'Ognian Mintchev, directeur de l'*Institut de Recherches Régionales et Internationales* sont récurrentes²⁰.

Le contestataire typique, écrivain ou artiste, invité préféré des émissions de télévision, interviewé et commentateur privilégié dans la presse cède la place à un expert sur le social (politologue ou sociologue) qui *argumente* sa position. Dans ce sens, ils ne jouent pas le rôle de *médiateurs*, d'*exégètes* des idées et des politiques globales du *Fond Monétaire International* (FMI), de la *Banque Mondiale* (BM). Le nouveau de ce discours d'expert médiatisé se distingue par quelques caractéristiques dont l'importance est renforcée par les exigences du contexte : introduction d'un argument rationnel, structuration et hiérarchisation des sous-arguments, critique politique et économique (qui met en relation tous les acteurs et forces : institution politique d'Etat, instances internationales, citoyens), analyse qui manie les outils scientifiques, mais présentée sous forme langagière simple, de vulgarisation. Voici quelques exemples :

Donc, le succès du board présuppose un gouvernement de réforme et « sans cœur », une opposition loyale vis-à-vis du board et des réformes, des syndicats se posant des limites et une mobilisation sociale extrême. La

vraie question – comment mobiliser un soutien actif des citoyens pour les réformes ?

(Ivan Krastev, *En attendant le board, Troud*, 3 janvier 1997)

Nous pouvons observer que le *rationnel* scientifique revêt l'aspect du *bon sens*.

Dans le monde, il n'y pas d'institutions si irrationnelles de donner à un tel gouvernement un « currency board » ou bien un emprunt de stabilisation ou bien de croire, même pour une seconde, qu'un tel gouvernement peut avoir ce soutien de masse nécessaire pour des réformes économiques. L'étatisme et BSP doté de pouvoir ne peuvent pas exister ensemble dans un endroit.

(Evguénii Daynov, *Etatisme et mentalité communiste sont incompatibles, Troud*, 13 janvier)

Ce mandat politique va être réduit à une nomination technique du parlement d'un gouvernement d'experts.

(Ognian Mintchev, *L'opposition est dans sa période la plus responsable de son développement, Troud*, 17 janvier)

Ou bien encore, la présence quotidienne des articles des experts de l'*Institut d'Economie de Marché* Krassen Stantchev, Martin Dimitrov, Géorgui Anguélov et Dimitar Tchobanov sur l'introduction du directoire financier (currency board) en 1997, la réforme du système des impôts, les investissements, la réforme économique se montre explicative. Le langage vise à rendre explicite des questions absconses des politiques économiques.

Prenons l'exemple des interventions médiatiques autour de la guerre de Kosovo de mars-avril 1999.

Le débat *La guerre, l'OTAN, la Bulgarie, la Serbie et les Balkans* entre Andrei Raïtchev et Ivan Krastev devient très représentatif du débat sur le Kosovo. Il expose en synthèse les deux tendances majeures. Le débat a eu lieu le 19 mai 1999 à l'Université de Plovdiv et a été publié, plus tard, le 4 juin dans *Coultoura*²¹. Les deux protagonistes font partie des figures d'intellectuels experts engagés et médiatisés. Ivan Krastev est politologue, directeur du *Centre de Stratégies Libérales*, Andrei

Raytchev – sociologue, directeur de *Gallup*, Sofia. Une analyse détaillée du discours démontre une rhétorique d'arguments rationnels mobilisée autour des « droits de l'homme », « droit international », « intérêt », « individu », « personne juridique ». Les stratégies de l'énonciateur-expert reposent sur la clarté et la simplicité extrême du vocabulaire et de la syntaxe.

Ivan Krastev introduit une distinction entre *intérêt* et *valeur*, entre *Etat* et *individu*, pour légitimer les trois questions qu'il pose : le problème de la capacité à sacrifier (pourquoi l'OTAN n'est pas prête à donner des victimes), le problème du nouvel ordre européen fondé sur les droits de l'individu, posés en priorité par rapport à la souveraineté du pays, le problème de la nécessité d'être impliqué dans une réflexion sur le futur des Balkans :

Et si, en Bulgarie, un débat est nécessaire, il doit être centré sur les questions suivantes : que voulons-nous que les Balkans représentent les cinq ou six prochaines années, où sommes-nous, dans quel type de système de valeurs existons-nous, en quel sens existe l'intérêt national bulgare, qui est différent de la propagande primitive antiserbe et du manque de position pacifiste, complètement passive. Dire que la guerre est quelque chose de mauvais ne signifie rien ; il faut répondre à la question de savoir comment il est possible, ayant en vue que cette mauvaise guerre existe, que la population subsiste économiquement durant les cinq ou dix ans à venir.

Le *Centre de Stratégies Libérales* dans une série de publications met l'accent sur le débat nécessaire au sujet des conséquences économiques de la guerre de Kosovo (par exemple : Guéorgui Ganev *Après la guerre, Démocratzia*, le 4 mai 1999) ; ou bien, inscrit la crise dans le cadre plus large des tendances politiques en Europe ; analyse les différents scénarios possibles leurs conséquences, l'intégration réelle de la région (*Scénarios pour le futur de l'Europe de Sud-Est, Démocratzia*, 13 mai 1999 ; parue aussi sous titre *Le futur des Balkans - l'an 2010, Démocratitcheskī pregled*, n°39/40, printemps-été 99, t.1, pp. 475-487). Perspectives qui ont donné une autre dimension du débat qui risquait sinon de sombrer dans les simples accusations vis-à-vis la décision du gouvernement donner un couloir aérien à l'OTAN.

Comme le souligne Ivan Krastev, les *thinks-tanks* n'ont pas préparé les événements de 1989. Leur objectif, à la différence de leurs homologues

étasuniens ou britanniques des années 30 et, après des années 60, n'est pas de faire des changements révolutionnaires keynésiens ou anti-keynésiens, mais de « préserver le paradigme » qui a commencé à être établi autour de 1990²².

Pour reconnaître la valeur de ce travail de changement discursif, il convient de rappeler le caractère des écrits des intellectuels au début des années 90. Dans tous les médias imprimés, la tentation postmoderne basée sur le jeu, la provocation, le non-engagement, le relativisme, la pluralité qui rime parfaitement avec la recherche d'un « comment se débarrasser du marxisme »²³ domine. La maligne symétrie entre le symbolisme postmoderne et les penchants culturels du post-totalitarisme génère un *effet pervers* : un décalage entre la base économique et le niveau politique, culturel et médiatique, inhérent au postmodernisme même. Sur cette thèse repose la conception de *Medii i prehod (Médias et transition)*²⁴ qui présente l'une des plus amples études sur les médias de la période inaugurée en 1989. Les deux faces du modèle du capitalisme – une logique culturelle et un capitalisme économique, censées être inséparables, se disloquent en Bulgarie. La transition vers une démocratie s'est avérée symbolique « textuelle », supplantant la réelle transformation.

Pour revenir au « renversement » discursif autour du 1997. La stratégie de « court terme », par les publications de journal, l'interview de radio ou de télévision, est propre en quelque sorte à tous les *think-tanks* dans le monde, sauf qu'entre 1994 et 2000, au moment de crises, elle est exclusivement privilégiée par les centres bulgares. Les *think-tanks* post-communistes se prêtent à une interprétation en tant que forme qui rend possible l'existence des intellectuels dans la société désenchantée de l'idéologie totalisante.

Qu'est-ce qu'un *think-tank*?

Après 1990, dans tous les pays de l'Europe de l'Est²⁵, sont apparues bon nombre d'instituts, centres de recherches, fondations – structures, qu'on considère des *think-tanks*. Pour ne mentionner que quelques-uns²⁶ : Centre albanais de recherche économique (*Albanian Center for Economic Research*) (Tirana), Institut d'économie de marché (*Institut for Market Economics*), Centre de stratégies libérales (*Center for Liberal Strategies*) et Centre de pratiques sociales (*Center for Social Practices*) (Sofia), Centre

d'études libérales (*Center for Liberal Studies and Liberal Institut*) (Prague), Société roumaine académique (*Romanian Academic Society*) (Bucarest), Institut lituanien d'économie libre (*Lithunian Free Market Institut*), Centre de recherche sociale et économique (*Center for Social and Economic Research-CASE*) (Varsovie), Gdansk institut d'économie de marché (*Gdansk Institute for Market Economics*) (Gdansk). Plus de 200 sont créées entre 1990 et 1997²⁷. La liste de *Freedom House* du 1999, référence de base considérée représentative, inclut 101 *think-tanks*.

Le terme qui signifie « réservoir d'idées » est très flou et désigne des organisations dont les activités les classent comme des sociétés savantes, groupes d'influence ou instituts indépendants de recherche en politique publique (« new policy research institutes »). Ces organisations, qui apparaissent à fur et à mesure que le tiers secteur s'organise en tant que tel, dans la plupart financées par des instances étrangères, s'inscrivent dans des projets internationaux au niveau global, et se montrent désireux de participer au débat social et politique au niveau local. Définis par eux-mêmes surtout comme *indépendants*, ces centres sont de plus en plus intégrés aux réseaux néolibéraux internationaux²⁸. La vie de leurs recherches politiquement orientées ne se limite pas aux dossiers des rapports de projet, mais souvent prend forme d'article-prise de position dans les médias. Autrement dit, ces centres se sont taillés une place dans l'espace public. Ils sont visibles et en même temps sont ignorés. Leur importance est sujette à des considérations extrêmes – ils sont ou bien surestimés ou bien sous-estimés.

La liste de *Freedom House*²⁹ inclue 16 organisations de Bulgarie. D'ailleurs, des 16 pays présentés dans ce recueil, la Bulgarie est en tête avec le nombre de *think-tanks* ; d'après plusieurs chercheurs, parmi lesquels Alina Mungiu Pippidi, les *think-tanks* bulgares sont considérés particulièrement actifs par rapport à leurs homologues des autres pays de l'Europe de l'Est ; les structures pareilles d'ex-Yougoslavie sont très peu présentes... Afin d'établir une liste sur laquelle vont se baser nos observations, nous avons procédé à une lecture croisée des différentes bases de données des réseaux internationales (dans certains cas, il s'agit de consulter des listes, dans d'autres - de repérer des partenaires), aussi bien que les programmes des centres en question (leurs auto-identifications), leurs pratiques et leur visibilité en Bulgarie, des études qui portent sur la question en Europe de l'Est, en cherchant les interférences. Les bases de données utilisées sont celles de *Freedom House*, *Center for International Private Enterprise (CIPE)*, *National Institute*

for Research Advancement (NIRA), Japon, Charles Stewart Mott Foundation, Open Society Institute; the ASEAN Institutes of Strategic and International Studies (ASEAN-ISIS), The Global Development Network, Global Think Net, The International Think Tank Forum, The Trans European Policy Studies Association, Transition Policy Network.

Si nous allons restreindre la liste des think-tanks bulgares les plus visibles, nous obtiendrons :

- Centre de Stratégies Libérales (1994) <http://www.cls-sofia.org/>
- Centre de Pratiques Sociales (1994) <http://www.csp-sofia.org>
- Centre d'Etude de la Démocratie (1989) <http://www.csd.bg>
- Access fondation (1992) <http://www.access-sofia.org/>
- Institut d'Economie de Marché (1993) <http://www.ime-bg.org/>
- Agence d'Analyses Sociales (1994) <http://www.asa-bg.netfirms.com/>
- Club Economika 2000 (1997) <http://www.club2000.org/>
- Institut de Recherches Régionales et internationales (1997) <http://www.iris-bg.org/>

Une approche par le prisme de la démocratie situe ces organisations en tant qu'acteurs politiques de première importance dans toute société démocratique. Ces *instituts de recherches indépendantes* « informent le débat » sur les politiques publiques pour les politiciens, le public et les médias. Ainsi, ils seront une infrastructure « allégée » de la communauté politique, « basée sur l'intelligence et le savoir », qui assure une analyse, une recherche et une prise de décisions pluralistes, ouvertes et fondées.

D'habitude décrits en tant qu'invention du XX^e siècle, les *think-tanks* se propagent dans tous les pays du monde après l'époque de la guerre froide. Ainsi, aux Etats Unis, les instituts *Brookings* (1916) et *Carnegie Endowment for International Peace* (1914) sont parmi les plus connus et les plus anciens. *Russell Sage Foundation* (EUA), créée en 1907 et *Hambourg Institut for Economic Research* (Allemagne), fondé en 1908 sont considérés comme les premiers *think-tanks*. Le *Royal United Services Institute for Defense Studies* (Grande Bretagne), fondé par le Duke de Wellington en 1831 sera le prédécesseur³⁰. En Asie, dans leur ensemble, les *think-tanks* se sont établis après la Deuxième Guerre mondiale ; au Japon, par contre, nombre d'organisations datent des années 20 ou avant. Mais, c'est au cours des années 70 que le grand boom fait proliférer ces

structures ; les années 80, elles cherchent une extension en dehors de leur pays de naissance.

Le fait que le nom *think-tank* ne soit pas traduit et personne des chercheurs n'essaie pas de le traduire, signifie en quelque sorte que le terme reste avec son fonctionnement anglo-saxon de départ, avec toutes les connotations socioculturelles que cela implique. Donc, le « passage obligé » de chaque analyse s'avère une comparaison avec les *think-tanks* « idéal-typiques » américains et britanniques.

Freedom House dans la dernière édition *Think Tanks in Central and Eastern Europe : A Comprehensive Directory* définit les think-tanks comme :

« une source alternative d'information, de recherche et d'opinion d'expert, les instituts indépendants de recherche en politique publique ou bien think-tanks, procurent un équilibre critique d'autorité gouvernementale (...), ils agissent en tant que forme indépendante de débat et source d'idées innovatrices et de recommandations³¹. Certains des 30 critères de sélection qui ont opéré sont : des activités centrées sur la recherche, plaidoyer (advocacy), conférences, séminaires ; principaux intérêts de recherche (démocratisation, développement économique, économie de marché, réforme judiciaire, société civile, sécurité) ; statut juridique – indépendants de toute institution, y compris des académies de sciences, NGO (quelques sociétés privées qui développent des recherches importantes orientées vers les politiques publiques sont incluses à titre d'exceptions).

Les études qui se situent dans cette perspective sont basées essentiellement sur les agendas des centres. Raymond J. Struyk³² résume ses recherches sur les *think-tanks* dans les démocraties du bloc post-soviétique : « ils ont fait un travail de qualité impressionnante et ont été très efficaces dans l'arène politique ».

D'après une autre étude qui se situe dans le même paradigme, celle de McGann et Weaver *Think tank and civil societies: catalysts for ideas and action*³³, les *think-tanks* seraient :

- des universités sans « étudiants », qui développent des recherches à orientation politique, c'est-à-dire, adressées à la communauté politique) ;
- des organisations de recherche à contrat (qui aux USA fonctionnent comme des unités du gouvernement) ;
- le produit de leur recherche se présente sous forme des rapports, mais souvent transformés en articles ;

- se caractérisent par leurs activités de plaidoyer (advocacy).

Cette approche *démocratique* qui prédomine porte les traits d'une prise de partie. D'ailleurs, la plupart des études sur les *think-tanks* sont initiées et réalisées par des représentants de ces organisations... Comme le souligne Diane Stone³⁴, un vrai apport dans le domaine sera la recherche qui arriverait à outrepasser les études qui sont dominées par les organisations les plus populaires et par le terrain privilégié des Etats-Unis ; et qui sera réalisée par un chercheur qui ne fait pas partie du réseau.

Tout en étant sans conteste très fondée, l'approche *démocratique* a le défaut de se montrer trop constatative, fonctionnaliste et efficace devant des donateurs... Diane Stone et Ivan Krastev ont réalisé des études très analytiques³⁵, à des approches non fonctionnalistes, mais ces auteurs ont le désavantage de participer aux réseaux des *think-tanks*.

Une approche critique d'orientation néo-marxiste interprète les *think-tanks* en tant qu'organisations qui participent à la construction d'un consensus pour la maintenance d'une hégémonie de contrôle des intérêts dominants dans une situation de mondialisation. Elle pose la question si la profusion exprime le caractère démocratique de la démocratie ou bien elle indique une insuffisance progressive de l'Etat démocratique ? Cette tendance puise son orientation de l'espace de l'Europe de l'Ouest, particulièrement de la France, où les structures de l'Etat sont très fortes et des petits instituts indépendants de recherche sont plus rares qu'aux USA.

Bien entendu, on découvre cette approche chez les sociologues de la tradition « française ».

Pierre Bourdieu, dans *Contre-feux I et II*³⁶ et inter-texte dans beaucoup de ses articles et ouvrages, traite la question de l'engagement du scientifique et contre le « mythe de la mondialisation ». Le néolibéralisme dans la pensée de Bourdieu sera « la forme suprême de la sociodicée conservatrice qui s'annonçait, depuis 30 ans, sous le nom de « fin des idéologies ou, plus précisément, de « fin de l'histoire »³⁷ qui participe à la destruction des acquisitions sociales, de l'Etat etc. Les *think-tanks* représentent un discours puissant, une « idée force », une idée qui n'a pas de force sociale, mais qui obtient la croyance.

Les chercheurs, ensemble avec les syndicats et un mouvement social doivent s'opposer à tout ce « discours fort » que le néolibéralisme

représente. La vision néolibérale arrive à se présenter comme évidente et sans alternative grâce aussi à des intellectuels et des chercheurs qui travaillent comme « les chantres » de cette idéologie ; entre autres, son arrivée est préparée depuis longtemps par des groupes d'intellectuels qui avaient pour la plupart des tribunes dans les grands journaux. En se référant à Max Weber d'après lequel les dominants ont toujours besoin d'une « théodicée de leurs privilèges » ou, mieux, d'une sociodicée, c'est-à-dire d'une justification théorique du fait qu'ils sont privilégiés. La compétence aujourd'hui est au cœur de cette sociodicée. D'un intellectuel engagé on passe à un « dégagé », en partie parce que les intellectuels sont détenteurs de capital culturel et que, même s'ils sont dominés parmi les dominants, ils font partie des dominants³⁸. Ce « dégagement » se traduit en *compétence*, seule forme de s'inscrire dans la formule néolibérale. Cette compétence opère dans les instituts de recherche qui influencent les politiques.

Keith Dixon³⁹, en suivant la même perspective (qui elle-même relève d'une critique sociale engagé de gauche), développe son hypothèse que « La grande majorité des think-tanks joue aujourd'hui le rôle de voitures-balais de l'idéologie néolibérale, qui ne connaît pas de frontières ». Les évangélistes du marché se multiplient dans le monde anglo-saxon au sens large, où les plus anciens des think-tanks britanniques et américains ont essaimé ; ils étendent leur activité vers le monde en développement, ciblant les pays de l'Est où certaines expériences gouvernementales sont directement inspirées par les économistes de Chicago.

Loïc Wacquant, dans son livre *Les prisons de la misère*⁴⁰, qui sinon est consacré aux prisons, parle de la « tolérance zéro » au USA. D'après lui, « depuis les années 80, les *think-tanks* néoconservateurs (comme *Manhattan Enterprise*, « centre névralgique de la guerre intellectuelle à l'Etat social », *L'American Enterprise Institute*, *Heritage Foundation* etc) mènent une offensive concertée visant à saper la légitimité de l'Etat-providence et à lui substituer, dans les régions inférieures de l'espace sociale, un Etat-pénitence (...) ». En soulignant le décalage entre la « tolérance zéro » « telle qu'elle est pratiquée au quotidien – plutôt que théorisée par les « penseurs » des *think-tanks* et par leurs épigones dans les champs universitaire et politique », il catégorise ces organisations en tant qu'acteur important « négatif » dans l'accroissement de la répression et de la ségrégation sans retours dans la société américaine.

D'ailleurs, cette orientation de la critique sociale admet difficilement le terme *organisation à but non-lucratif* (« non-profit ») et retient plutôt le terme *économie solidaire* ; L'analyse sera donc toujours jalonnée par des concepts comme *intérêts, stratégies, capital* (culturel, social, économique).

Quelle version pour les *think-tanks* en Bulgarie ? Transformation involutive

Les *think-tanks* en Bulgarie se montrent extrêmement divers. Certains, comme le *Centre de Stratégies Libérales*, le *Centre de Pratiques Sociales*, *Access fondation*, non seulement sont enregistrés en tant qu'organisations non-gouvernementales, mais aussi fonctionnent en tant que centres à but non-lucratif (sponsorisés par des sources étrangères, américaines dans la plupart des cas). D'autres, comme *L'Institut d'économie de marché* ou *l'Agence d'Analyses Sociales* proposent leurs expertises à des clients. Voilà pourquoi la liste de *Freedom house*, comme le souligne Alina Mungiu Pippidi, échoue dans son intention de dresser un répertoire exhaustif, en réunissant ainsi des organisations aux objectifs et principes managériaux très différents.

Pourra-t-on réunir toutes ces organisations dans une seule et même rubrique, si on essaie de les interpréter en termes *d'involution* ?

Beaucoup d'analyses (les deux paradigmes « démocratique » et critique) des organisations *think-tanks* accentuent leur caractère transnational dans le sens qu'ils « transportent » non seulement des politiques, mais aussi des pratiques d'un contexte à un autre. Cette approche ne renseigne pas suffisamment. En revanche, si nous réfléchissons en termes *d'involution* (tenir compte des *traits involutifs* du terrain), nous allons expliquer mieux ces organisations en contexte « post-communiste ».

Pour comprendre les développements en Europe de l'Est, Ivan Szelényi⁴¹ introduit le terme *d'involution* par opposition à la rupture révolutionnaire et à l'évolution. Le changement, même fondamental, n'est pas un passage d'un ordre à l'autre, mais des réarrangements dans les façons dont des ordres existants ou nouveaux sont intriqués.

Comme nous l'avons mentionné, Szelényi, en étudiant les stratifications sociales pendant la « transition », se sert des trois formes du *capital social* (termes de la sociologie de Bourdieu) pour étudier la société « post-communiste » comme « un système historiquement unique de stratification où le capital culturel est dominant »⁴². Comment peut-on conceptualiser ce passage d'un système « à double stratification » (dual-stratification) à un système social de classe ? Cette transformation capitaliste sans classe bourgeoise est possible en raison de la « bourgeoisie culturelle » – une fraction de l'intelligentsia et de l'ex-communiste élite technocratique. « (...) this two fractions of the intelligentsia have assumed the historic task of a bourgeoisie : civilizing their societies and creating market institutions »⁴³.

Dans ce sens, nous nous permettons d'avancer une hypothèse que les *think-tanks* dans la société post-communiste sont des organisations *hybrides* non seulement par rapport à leur « modèle » idéal-typique américain, mais par la force de leur position « à la croisée » entre deux logiques sociétales – communiste et libérale (dans sa variante post-communiste). Plutôt que de « transposer » des modèles synchroniques, ils « transporteront » des traits diachroniques (du passé). Ainsi, aux moments de crise, les interventions des spécialistes des *think-tanks* dans l'espace public pourraient être lues comme des manifestations de l'intellectuel-expert engagé.

Comme l'observe Liliana Deyanova dans ses analyses portant sur la publicité critique et le langage sociologique dans les médias⁴⁴, si on compare l'intellectuel médiatisé en France (dont l'archétype serait BHL, Bernard-Henri Lévy) qui développe une sorte d'« espéranto intellectuel » et son homologue bulgare, ce dernier se montre engagé. Elle propose une comparaison intéressante : l'intellectuel bulgare médiatique et médiatisé serait plus proche du groupe *Raison d'agir* et de Bourdieu que de la figure de BHL.

Les *think-tanks* en Bulgarie transfigurent une possibilité de faire des sciences sociales d'orientation appliquée après le collapsus des institutions de l'Etat post-communiste. La recherche qui n'est plus le monopole de l'Etat laisse une place aux « indépendants ». Le désengagement de l'Etat s'est poursuivi partout dans le monde au cours de cette décennie 1990-2000.

Il convient de mettre en relation l'émergence de *think-tanks* avec, d'un côté, la crise du monde académique (manque de ressources et par

conséquent de prestige)⁴⁵ et, d'un autre, avec la structure des organisations de recherche pendant la période communiste. Avant 1989, les instituts de recherche en sciences sociales dépendaient de l'Académie des sciences et des Universités contrôlées par l'Appareil de l'Etat-Parti. Ils étaient censés légitimer la politique et non pas contribuer au débat pour une élaboration des politiques publiques. Le politologue Ivan Krastev⁴⁶ considère que les *think-tanks* en Europe de l'Est naissent entre les intellectuels libéraux et les « technopôles » (économistes impliqués dans la politique). La fin des idéologies saura-t-elle déplacer l'« emploi » de l'intellectuel engagé vers une professionnalisation ?

Une brève parenthèse sur l'*intellectuel* et l'*intelligentsia* dans le contexte bulgare contribue au questionnement en termes d'*involution* et de *capital social* (ou *path-dependency*)⁴⁷.

Si on adopte une approche historique, l'*intelligentsia* apparaît en Europe de l'Est la deuxième moitié du XIX^e siècle. Vu le contexte historique, la naissance, ou l'invention des nations, dans la région faisant partie soit de l'Empire ottomane soit de l'Empire des Habsbourg, l'*intelligentsia* est vue comme « promoteur de la conscience nationale ». Le sentiment d'appartenance nationale est le trait fondamental qui la caractérise ; acteur important dans la modernisation, son objectif consiste à « transmettre » ce sentiment aux « larges couches de la société ». Cette mission de « transformation de la nation » et de la modernisation tardive du pays explique le fait qu'elle soit ressortissante essentiellement des domaines des sciences humaines, et pas des professions « libres ». L'idée du rôle d'éveil de l'*intelligentsia* a succès même plus tard, déjà dans le Nouvel Etat, après 1878. En outre, le rôle civilisateur des intellectuels dans le processus de modernisation en Europe de Sud est souligné par beaucoup d'analystes⁴⁸.

Sans conteste, aujourd'hui ce n'est plus la posture détachée, critique ou de gauche qui le caractérise, c'est une intervention en expert. Mais comme le synthétise François Dosse⁴⁹ la nouvelle tâche des intellectuels aujourd'hui consiste à renforcer les médiations afin de susciter des débats, ce qui présuppose de prendre ses distances avec sa position classique hypercritique pour lui substituer une posture plus constructive⁵⁰. Cette perspective présuppose néanmoins un renoncement : celui d'une position de surplomb.

Les *think-tanks*, au moment de leur apparition, peuvent être interprétés comme des intermédiaires entre les observateurs et les conseillers étrangers et les terrains locaux⁵¹. De quels acteurs s'agit-il alors ?

Si on synthétise, les *think-tanks* au cours de la période initiale de leur existence (entre 1994-2000) se caractérisent par :

- indépendance partielle (indépendants par rapport aux interventions directes des/dans les partis politiques, mais dépendants quand même par rapport à une vision libérale) ;

- influence, mais non pas directe, à travers leurs participations au débat politique (intervention médiatique, travail pour une compréhension qui va maintenir le soutien pour la réforme démocratique etc.) ;

- caractère d'intermédiaires dans les deux sens (entre la politique et la vision au niveau global et au niveau local).

Ce qui les situe plutôt comme des acteurs-médiateurs qui ont des traits communs avec l'intellectuel engagé.

Etant en quelque sorte médiateurs dans les deux sens, les *think-tanks* sont des médiateurs d'information vers les réseaux internationaux qui, de leur part, représentent des « banques de données » pour les institutions de gouvernance internationale. L'initiative de *Freedom House* de regrouper les instituts indépendants en politiques publiques dans le blocs ex-soviétiques est lancée en 1997 à Budapest (*Freedom House's Regional Think Tank Initiative* (RTTI)). En 1999, est créé *The Global Development Network* (GDN), une association d'instituts de recherche et *think-tanks*, une initiative lancée par la BM, en coopération avec les NU. L'objectif consiste à créer un réseau entre les instituts dans le monde et à développer une recherche pluridisciplinaire (politique, économique, sociologique, anthropologique), pour informer la politique à un niveau national et global.

Rôles et contextes

Qu'est-ce que c'est qu'un centre de recherche, désigné *think-tanks*, en Bulgarie ?

Dans l'expérience des autres pays, le terme, au départ, dans les années 60, désigne les organisations de recherche à contrats, mais le sens plus large d'instituts de recherche en politique publique est adopté après 1970. Le type de rôles que ces structures se proposent est assez différent. Ces différences sont liées souvent aux caractéristiques des systèmes politiques dans les contextes. D'après NIRA⁵² un rangement par type des *think-tanks*

rend compte des variétés régionales du monde, et peut nous renseigner des différences sociétales. Ainsi, *indépendant*, *ONG*, *affilié à une université*, *semi-gouvernemental*, *gouvernemental* sont des types organisationnels qu'on retrouve en proportions variables dans les régions. Si aux Etats Unis (58%) et en Europe de l'Ouest (70 %) les *think-tanks indépendants* sont en plus grand nombre, en Europe de l'Est ce type est de 18%. Par contre, le statut d'*ONG et non-lucrative* est le plus fréquent en Europe de l'Est – 55%.

La dénomination est-elle alors exogène ? Les organisations des *think-tanks* seront-elles toujours des *hybrides* par rapport aux *modèles* ? Les *think-tanks* américains et britanniques étant en quelque sorte idéal-typiques pour les formations « tardives » de l'Europe de l'Est, tout comme les identifications aux théories (libérales, conservatrices etc....) pour leurs homologues.

Les *think-tanks* sont analysés comme une force dirigeante pendant le Thatcherisme en Grande Bretagne par Richard Cockett⁵³. « La renaissance économique néolibérale du Thatcherisme a été portée par une « contre-révolution intellectuelle » d'« environ cinquante personnes »⁵⁴. Les *think-tanks* de ce moment ont joué le rôle de laboratoires vite constitués et sachant saisir le moment. La conception d'institutionnalisation de la « contre-révolution intellectuelle » reste marquée par le commencement du *Mont Pèlerin Society* à la fin des années 40⁵⁵ et pendant les décennies suivantes a été manifestée par quelques *think-tanks* : *The Institute of Economic Affairs*, *The Center for Policy Studies*, *Adam Smith Institute*. Ces institutions ont pu devenir des supports des idées néolibérales.

Des événements similaires sont observables aux USA. La compréhension de l'ère néolibérale de Reagan n'est pas possible sans la reconnaissance du rôle des *think-tanks* ; ils existent dès le début des années 20, mais le remarquable essor de ces organisations de recherche en politiques publiques coïncide avec la « contre-révolution néolibérale ». Richard Cockett va jusqu'à la conclusion que le savoir-faire politique a été déplacé par les Conservateurs de la Maison Blanche aux *think-tanks* mêmes ; le *lieder* de cette communauté para-politique a joué la *foundation Heritage*.

Chercher une analogie dans les processus en Bulgarie s'avérera une tentative désespérée. Même une distinction libéral/conservateur n'est pas performante en Bulgarie... Nous pouvons définir les *think-tanks* en

Europe de l'Est comme des 'hybrides', formations qui réunissent des traits de plusieurs types d'organisations – instituts de recherche et d'élaboration de politiques, d'expertises, d'analyses. Dans la plupart des cas, ils définissant leurs objectifs comme (néo)libéraux. Pourtant leurs recherches ne peuvent pas être classées sous ce label ou au moins, ici, ce dernier n'a pas tout à fait la même signification. *L'Agence d'Analyses Sociales* a réalisé des analyses sur la pauvreté, la stratification sociale en post-communisme ; Le *Centre de Stratégies Libérales*, après 1999, a orienté ses analyses vers les stratégies de démocratisation durable dans les Balkans, l'agenda de la société civile en Europe de Sud-Est, la criminalité organisée, le *Centre d'Etudes de la Démocratie*, en partenariat avec d'autres ONG, a initié la *Coalition 2000* sur et contre la corruption, etc....

Le mode de financement est un autre point de divergence entre les *think-tanks* en Amérique du Nord et en Europe de l'Est. Ces derniers, comme toutes les ONG, sont créés grâce aux fonds venant de l'extérieur du pays⁵⁶. Leurs sources de revenus les plus récurrentes proviennent des fondations qui fonctionnent par des contrats de recherche : *Open Society Fund* (le plus grand sponsor pour le tiers secteur en Bulgarie), *Freedom House*, *German Marshal Fund of the United States*, *VolkswagenStiftung*, Allemagne ; et par des grands *think-tanks* comme *International Republican Institute of the US*, *Vienna Institute for International Economic Studies* ; la deuxième source de financement sont les Institutions européennes et internationales par l'intermédiaire de la Délégation de la Commission européenne en Bulgarie, le Programme PHARE de la Commission européenne, le Ministère des affaires étrangères de la Hollande, le Programme de Développement des Nations Unies (UNDP) ; les sources en provenance des sociétés économiques restent peu et aléatoires. Par contre, les *think-tanks* états-unis sont subventionnés par les structures de l'Etat (Gouvernement, Congrès etc.) et le secteur privé.

L'influence des *think-tanks* est-elle si grande ? Analysons le « pool » organisé en 2002 par le *Centre de Stratégies Libérales*, l'agence de sondages d'opinion publique *Alpha research*, BTV (la Chaîne télévisée la plus regardée), *L'opinion publique et la délinquance* qui représente une *mise en abyme* (si nous pouvons nous permettre d'emprunter ce terme littéraire) de l'influence que les *think-tank* voudraient exercer. Un sondage d'opinion sur la délinquance est suivi d'une réunion de 3 jours entre experts, hommes politiques et citoyens. Les citoyens interviewés reçoivent

des matériaux d'information, participent à des discussions entre eux, à des sessions plénières où ils posent leurs questions aux experts. A la fin de la troisième journée, le même sondage est répété. Le bilan enregistre une différence considérable entre le premier et le deuxième sondage ; et démontre quelle aurait été l'opinion publique si tous les individus avaient eu la possibilité de recevoir plus d'information et la motivation de chercher à devenir des « citoyens bien informés ».

Autrement dit, c'est l'objectif même des *think-tanks*. Mais cette conclusion, tirée d'une expérimentation, ne pose-t-elle pas la question du chemin entre le travail, les objectifs des *think-tanks* et leurs destinataires réels ?

Ivan Krastev⁵⁷ avance l'hypothèse que les *think-tanks* en Europe sont devenus des acteurs influents non pas grâce à eux-mêmes, mais en raison d'autres acteurs et de facteurs extérieurs à eux-mêmes comme le manque de confiance entre les gouvernements de réforme et l'administration, l'insuffisance politique des partis politiques, l'incapacité des structures académiques et universitaires de l'Etat de se réorienter vers des recherches appliquées.

En même temps, les *think-tanks* ne veulent pas se positionner en tant que laboratoires de recherche rattachés à des partis politiques. Si on les compare, encore un fois, dans le contexte européen, avec les fondations politiques allemandes, on verra que ces dernières sont leurs plus grands rivaux en ce qui concerne la capture de l'imagination politique. Mais les fondations allemandes agissent en tant qu'unités de recherche rattachées aux partis⁵⁸.

Cette étude a ses limites. Elle ne se propose pas d'étudier ces centres en tant qu'entité managériale et se situer dans une sociologie des organisations ; ni de se focaliser sur les acteurs (itinéraires etc.). Une analyse sur les participations des représentants en tant que conseillers auprès des institutions du secteur public serait très intéressante, mais cette direction n'est pas notre but non plus. En se servant d'éléments hétéroclites – de la sociologie de la connaissance et des intellectuels, des études recombinautes de Szelenyi, d'analyse du discours, elle se concentre surtout sur les interventions dans l'espace public, sur le discours

et les arguments mobilisés. Dans ce sens, ces observations ont été faites à partir, tout d'abord de sites des *think-tanks* bulgares aussi bien que des réseaux internationaux (qui sont très développés et représentent des véritables bases de données électroniques), des projets et des recherches réalisées par des centres, des publications dans la presse des experts des *think-tanks* entre 1994 et 2000, en accentuant les moments de crise.

Cette recherche essaie de proposer une approche « compréhensive » des *think-tanks*, facilement ignorés si on n'accepte pas le terme ou bien critiquable si on les réduit à de simples laboratoires d'élaboration de politiques néolibérales de domination. Dans un pays en « transition », le rôle de ces centres, instituts ou fondations, relativise la perspective. Définis par le même label, loin dans les ramifications des réseaux transnationaux, situés dans une région sans pertinence structurelle dans le contexte globalisé, ces structures néanmoins sont un acteur important dans la restructuration de la recherche en sciences sociales et de l'espace public des médias.

La discussion sur les différentes fonctions de l'intellectuel aujourd'hui est-elle à jamais discréditée?

Il vaudrait mieux rappeler, au risque de répéter des choses « dites et écrites », qu'aujourd'hui, l'intellectuel ne se fait pas l'interprète de la parole divine, mais de l'opinion publique, d'une efficacité plus immédiate ; il n'est plus conseiller du prince. Le projet de la reprise du même rôle romantique du poète par un nouvel acteur restera voué par lui-même à l'échec. Aujourd'hui, après le « désenchantement du monde », l'intellectuel ne peut plus être pensé à travers le prisme de ses fonctions. Si son rôle de guide, de prophète consacré ou bien de critique toujours rejetant l'ordre existant ne sont plus possibles, ils restent tout de même des phénomènes actuels qui nous provoquent à le reconsidérer.

NOTES

- 1 Dans le cadre de notre thèse en cours de préparation à l'EHESS, Paris.
- 2 I. Znepolski, dans son livre *Weber i Bourdieu – podhodi kam inteligentziata*, Dom na naukite za tchoveka i obchtestvoto, Sofia, 2003, en comparant les outils que les deux sociologues peuvent nous proposer pour aborder les phénomènes dans les pays « en transition », mentionne la difficulté d'envisager les intellectuels en Bulgarie dans le cadre du « champ » bourdieusien.
- 3 G. Eyal, I. Szelenyi, E. Townsley, *Making capitalism without capitalists* (Class formation and elite struggles in post-communist Central Europe), Verso, London & New York, 1998, p.7.
- 4 C. Charle, *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle*, Seuil, 2001 (première édition 1996).
- 5 K. Mannheim, *Ideology and utopia*, A Harvest/HBJ Book Publishers, San Diego New Yourk London, 1985.
- 6 P. Ory & J. F. Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, P., Armand Colin, 1992, p. 5.
- 7 *Ibid.*, p. 9.
- 8 R. Aron, *L'Opium des intellectuels*, Calmann-Lévy, Paris, 1955, p. 219.
- 9 J. Benda, *La trahison des clercs*, Grasset, Paris, 1975 (première édition 1927).
- 10 W. Lepenies, *La fin de l'utopie et le retour de la mélancolie. Regards sur les intellectuels d'un vieux continent*, Collège de France, 1992, p. 20.
- 11 A. Plešu, « Intellectual life under dictatorship », in *Repretations* 49, 1995, pp. 61-71.
- 12 G. Konrád & I. Szelenyi, *La marche au pouvoir des intellectuels. Le cas des pays de l'Est*, P., Seul, 1979 (1978).
- 13 I. Szelenyi, *The rise of managerialism: the "new class" after the fall of communism*, paper, Collegium Budapest, Budapest, 1995, pp. 6-7.
- 14 C. Charle, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, Minuit, Paris, 1990, p.10.
- 15 J. Szacki, *Liberalism after communism*, Central European University press, Budapest, 1995.
- 16 Révisé à plusieurs reprises par des sociologues et des historiens, le concept « transition » est employé dans notre texte entre guillemets. Nous partageons le scepticisme des critiques de la notion trop finaliste qui prévoit une fin des changements et une « entrée triomphale » dans les normes des Démocraties.
- 17 La chronologie des gouvernements après les premières élections libres en 1991 se présente de la manière suivante :
- XI 1991-XII 1992 – gouvernement « ultra-libéral » de Filip Dimitrov (UFD, pas de majorité absolue) ;
 - XII 1992-VI 1993 – gouvernement « centre gauche » de Luben Bérov (soutenu par le groupe socialiste de l'opposition parlementaire) ;
 - Gouvernement intérimaire de Rénéta Indjova (indépendante) ;

- XII 1994-I 1997 – gouvernement socialiste de Jean Vidénov (PS, majorité absolue) ;
- Gouvernement intérimaire de Stéfan Sofianski (UFD) ;
- V 1997-VI 2001 – gouvernement d'Ivan Kostov (UFD, majorité absolue)
- VI 2001-VI 2005 – gouvernement Siméon Saxe-Cobourg- Gotha (NDSII).
- 18 I. Krastev "Post-communist think-tanks, Making and faking influence", in D. Stone et A. Denham (ed.), *Think tank traditions. Policy research and politics of ideas*, Manchester University Press, Manchester & New York, 2004, p. 140-161, p. 152.
- 19 A ce renversement discursif se sont intéressés plusieurs analystes parmi
- 20 lesquels Orlin Spasov, Liliana Déyanova, Ivaylo Znepolski, Stefan Popov.
- Notre étude se limite à la presse. Sans doute, elle aurait plus de sources
- convaincantes si elle prenait en considération la télévision ; cependant, le
- volume d'un travail empirique pareil dépasserait le cadre de ce projet.
- 21 *Coultoura*, n°22, 4 juin 1999.
- 22 I. Krastev (2004), op.cit.
- 23 D'après la formule de Foucault, « Comment se débarrasser du marxisme »,
- in *Dits et Ecrits II*, t. I, Paris, Gallimard, 1994.
- 24 G. Lozanov, O. Spasov, L. Déyanova, *Medii i prehod (Media et transition)*,
- Tzentar za razvitie na mediite, Sofia, 2000. Voir en particulier le texte d'O.
- Spasov du même titre.
- 25 Nous allons utiliser cette désignation avec toutes les réserves. Elle va nous
- permettre de parler de tous les pays qui ont connu l'expérience du
- communisme, sans s'attarder sur les disputes concernant les manières de
- découper l'Europe et les arguments géopolitiques, idéologiques ou autres.
- 26 Cités par Ivan Krastev, *The Liberal Estate: Reflexions on the Politics of think tanks in Central and Eastern Europe*, in, « Think Tanks and Civil Society. Catalysts for Ideas and action », New Brunswick : Transaction Publisher, 2000.
- 27 Source - les papiers du *Centre de stratégies libérales*, Sofia et *Freedom House*.
- 28 Les bases internationales de données des *think-tanks* sur lesquelles sont
- basées nos observations sont : Freedom House, *Think Tanks in Central and Eastern Europe: A Comprehensive Directory*, 1999 (première édition 1997) ;
- Carnegie Endowment for International Peace, National Institute for Research
- Advancement (NIRA), Japon, Center for International Private Enterprise (CIPE).
- 29 *Op. cit.*, pages sur la Bulgarie : pp.33-64.
- 30 Cette insistance d'identifier des structures antérieures similaires rappelle
- peut-être la recherche des ancêtres...
- 31 *Think Tanks in Central and Eastern Europe: A Comprehensive Directory*,
- Freedom House, 1999, p.1.
- 32 R. Struyk, *Reconstructive critics: think tanks in post-soviet bloc democracies*,
- Urban Institute Press, Washington, 1999.

- 33 J. G McGann & R. K. Weaver (eds), *Think tank and civil societies: catalysts*
 34 *for ideas and action*, Transaction Publishers, New Brunswick, N J, 2000.
- 35 D. Stone, A. Denham, M. Garnett, *Think tanks across nations. Comparative*
 36 *approach*, Manchester University Press, Manchester and New York, 1998.
- 37 Voir la bibliographie à la fin de notre texte.
- 38 P. Bourdieu, *Contre-feux I*, Liber-Raisons d'Agir, Paris, 1998 ; P. Bourdieu,
 39 *Contre-feux II*, Liber-Raisons d'Agir, Paris, 1998.
- 40 P. Bourdieu, *Contre-feux I*, Liber-Raisons d'Agir, Paris, 1998.
- 41 *Ibid.*
- 42 K. Dixon, *Les évangélistes du marché. Les Intellectuels britanniques et le*
 43 *néo-libéralisme*, Raisons d'agir, Paris, 1998, p. 10.
- 44 L. Wacquant, *Les prisons de la misère*, Liber-Raisons d'Agir, Paris, 1998.
- 45 G. Eyal, I. Szelenyi, E. Townsley, op. cit. ; I. Szelenyi, *Circulation or*
 46 *reproduction of elites during Post Communist transformation in Eastern*
 47 *Europe*, conference, Social Science Research Council, sept. 1994.
- 48 G. Eyal, I. Szelenyi, E. Townsley, op. cit., p.7.
- 49 *Ibid.*, p. 46.
- 50 L. Déyanova, « Nevazmojnata kriticheska poublichnost » (L'impossible
 51 publicité critique), in Lozanov, G., Deyanova, L., Spasov, O. (ed), *Medii i*
 52 *prehod*, Tzentar za razvitie na mediite, Sofia, 2000, p. 254.
- 53 I. Krastev (2000), op.cit.
- 54 *Ibid.*
- 55 Le terme *path-dependency* de David Stark utilisé pour analyser les
 56 changements dans les pays post-communistes est très proche du concept
 bourgeois de *capital social*.
- 57 Voir sur ce sujet l'étude de Roumen Daskalov « Transformatzii na balgarskata
 58 inteligentzia » (Transformation de l'intelligentsia bulgare), in R. Daskalov,
 59 *Mejdu Iztoka i Zapada. Balgarski kulturni dilemi (Entre l'Est et l'Ouest.*
 60 *Dilemmes culturels bulgares)*, LIK, Sofia, 1998, p. 226.
- 61 F. Dosse, *La marche des idées. Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle*,
 62 La Découverte, Paris, 2003.
- 63 *Ibid.*, p. 316.
- 64 D. Stone, *Capturing the political imagination: think tanks and the policy*
 65 *process*, OR. : Frank Cass, London; Portland, 1996.
- 66 National Institute for Research Advancement (NIRA), Japon.
- 67 R. Cockett, *Thinking the unthinkable: think tanks and the economic*
 68 *counter-revolution 1931-1983*, London, Harper Collins, London , 1995.
- 69 *Ibid.*, p. 3.
- 70 *Ibid.*, pp. 100-121.
- 71 Par exemple, en 1995, les dons des USA seulement pour des organisations
 72 humanitaires s'élèvent à 144 milliards de dollars ou bien 2% du PNB, tandis
 73 qu'en Bulgarie la grande partie des petits entrepreneurs sont aux prises avec

le contexte chaotique pour survivre. Source : Access fondation, *Le troisième secteur : conclusions de la chronique du développement (1990-2002)*, 2002, Sofia.

⁵⁷ I. Krastev (2004), *op. cit.* A part les travaux d'Ivan Krastev et de Liliana Deyanova sur les think-tanks en Bulgarie et dans la région, il faudrait mentionner la thèse en préparation de Dostena Angélova-Lavergne, LAIOS, EHESS.

⁵⁸ Sur la question du rôle des fondations politiques allemandes en tant qu'acteurs dans la politique étrangère, voir les publications de Dorota Dakowska.

BIBLIOGRAPHIE

- BENDA, J., *La trahison des clercs*, Grasset, Paris, 1975 (première édition 1927)
- BOGGS, C., *The End of politics. Corporate power and the decline of the public sphere*, The Guilford press, New York London, 2000
- BOURDIEU, P., *Contre-feux I et II*, Liber-Raisons d'Agir, Paris, 1998
- BOURDIEU, P., *Homo academicus*, Minuit, Paris, 1984
- BOURDIEU, P., *Les Règles de l'art*, Seuil, Paris, 1992
- BOZOKI, A. (ed.), *Intellectuals and politics in Central Europe*, Central European University press, Budapest, 1999
- BROADY, D., SAINT MARTIN, M. de, CHMATKO, N. (eds), *Formation des élites et culture transnationale*, CSEC, EHESS, Paris & SEC, ILU, Uppsala, 1997
- CHARLE, C., *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle*, Seuil, Paris, 2001 (première édition 1996)
- CHARLE, C., *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, Minuit, Paris, 1990
- COCKETT, R., *Thinking the unthinkable: think tanks and the economic counter-revolution 1931-1983*, London, Harper Collins, 1995
- DAYNOV, E., *Politicheskiat debat i prehodat v Balgaria*, Balgarska nauka I kultura, Sofia, 2000
- DEYANOVA, L., « Les combats pour la sociologie », in *Transitions*, ULB, Bruxelles, vol. XLII, n° 1 2001
- DEYANOVA, L., « Nevazmojnata kriticheska poublichnost » (L'impossible publicité critique), in Lozanov, G., Deyanova, L., Spasov, O. (ed), *Medii i prehod*, Tzentar za razvitie na mediite, Sofia, 2000
- DIXON, K., *Les évangélistes du marché. Les Intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Raisons d'agir, Paris, 1998
- DURANDIN, C. (ed.), *L'Engagement des intellectuels à l'Est : mémoires et analyses de Roumanie et de Hongrie*, Harmattan, Paris, 1994
- EYAL, G., SZELÉNYI, I., TOWNSLEY, E., *Making capitalism without capitalists (Class formation and elite struggles in post-communist Central Europe)*, Verso, London & New York, 1998
- HIRSCHMAN, A., *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Fayard, Paris, 1991
- HOLMES, S., *Cultural Legacies or State collapse? (Probing the Postcommunist Dilemma)*, Paper, Collegium Budapest, 1995
- KONRAD, G. & SZÉLENYI, I., *La marche au pouvoir des intellectuels. Le cas des pays de l'Est*, Seuil, Paris, 1979
- KRASTEV, I., « Post-communist think-tanks, Making and faking influence », in D. Stone et A. Denham (ed.), *Think tank traditions. Policy research and politics of ideas*, Manchester University Press, Manchester & New York, 2004, p. 140-161
- KRASTEV, I., « The Liberal Estate: Reflexions on the Politics of Think tanks in Central and Eastern Europe », in *Think Tanks and Civil Society. Catalysts for Ideas and action*, Transaction Publisher, New Brunswick, 2000
- LEBARON, F., *Le savant, le politique et la mondialisation*, Ed. du Croquant, Savoir/agir, Paris, 2003

- LEPENIES, W., *La fin de l'utopie et le retour de la mélancolie. Regards sur les intellectuels d'un vieux continent*, Collège de France, Paris, 1992
- LOZANOV, G., SPASOV, O., DÉYANOVA, L., *Medii i prehod (Media et transition)*, Sofia, Tzentar za razvitiie na mediite, Sofia, 2000
- MANNHEIM, K., *Ideology and utopia. An introduction to the sociology of knowledge*, A Harvest/HBJ Book Publishers, San Diego New York London, 1985 /première édition/ 1929
- MEGANN, J. G & WEAVER, R. K. (eds), *Think tank and civil societies : catalysts for ideas and action*, Transaction Publishers, New Brunswick, N J, 2000
- ORY, P. & SIRINELLI, J. F., *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Armand Colin, Paris, 1992
- PLEȘU, A., « Intellectual life under dictatorship », in *Representations* 49, 1995, pp. 61-71
- STARK, D., BRUSZT, L., *Postsocialist Pathways, Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge University Press, 1998
- STEFANCIC, J. & DELGADO, R., *No mercy. How Conservative think tanks and foundations changed America's social agenda*, Temple University Press, Philadelphia, 1996
- STONE, D., « Acting Locally, Regionally and Globally: Think Tanks and Transnational Policy Debate », in *Think Tanks as Civil Society Catalysts in the MENA Region : Fulfilling Their Potential*, CIPE, 1999
- STONE, D., *Capturing the political imagination: think tanks and the policy process*, London ; Portland, OR. : Frank Cass, 1996.
- STONE, D., DENHAM, A., GARNETT, M., *Think tanks across nations. Comparative approach*, Manchester University Press, Manchester & New York, 1998
- STRUYK, R., *Reconstructive critics: think tanks in post-soviet bloc democracies*, Urban Institute Press, Washington, 1999
- SZACKI, J., *Liberalism after communism*, Budapest, Central European University press, Budapest, 1995
- SZELÉNYI, I., « The Prospects and Limits of the East European New Class Project: An Autocritical Reflection on The Intellectuals on the Road to Class Power », in *Politics and Society* Vol.15 N.2 1986/87 pp. 103-144
- SZELÉNYI, I., *The rise of managerialism: the "new class" after the fall of communism*, paper, Collegium Budapest, Budapest, 1995
- Think tanks in Central and Eastern Europe : a comprehensive directory*, Freedom house, Washington, DC, 1997
- TODOROV, T., « Les taons et les modernes » in Borie, J., Todorov, T., Crouzet, M., *La mort de l'intellectuel*, Mesure, Paris, n 2, 1989, pp. 21-29
- WACQUANT, L., *Les prisons de la misère*, Liber-Raisons d'Agir, Paris, 1998
- WEBER, M., *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1971
- WESSELY, A. (ed.), *Intellectuals and the politics of the humanities*, Collegium Budapest, Budapest, 2002
- ZNEPOLSKI, I., *Weber I Bourdieu – podhodi kam inteligentziata*, Dom na naukite za tchoveka i obchtestvoto, Sofia, 2003